NATIONS
UNIES

A

Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/584
31 août 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/RUSSE

Quarante-troisième session
Points 64, 72, 73 et 82 de l'ordre
du jour provisoire*

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

SYSTEME GENERAL DE PAIX ET DE SECURITE INTERNATIONALES

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Lettre datée du 30 août 1988, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer le texte de la Déclaration finale de la sixième session du Conseil InterAction qui s'est tenue à Moscou du 17 au 19 mai 1988.

Conformément à la demande du Président du Conseil InterAction, M. H. Schmidt, je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 64, 72, 73 et 82 de l'ordre du jour provisoire.

Le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de
l'URSS auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) V. LOZINSKY

---

* A/43/150.



8 p.

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

ANNEXE

Déclaration finale de la sixième session du Conseil InterAction tenue à Moscou du 17 au 19 mai 1988

1. A l'invitation des autorités de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le Conseil InterAction s'est réuni du 17 au 19 mai à Moscou. Le thème général de sa session était le suivant :

SE PREPARER AU VINGT ET UNIEME SIECLE

2. Au début du présent siècle, la population mondiale se situait entre 1,5 et 2 milliards d'habitants. En 1999, soit dans 11 ans à peine, elle atteindra le chiffre astronomique de 6 milliards d'habitants, auxquels il faudra fournir des aliments, des soins de santé, des logements, de l'énergie, une éducation et des emplois. Le moment est venu d'envisager les mesures à prendre durant les années 90 pour faire du monde actuel un monde plus juste et plus stable.

3. Nous abordons les années 90 alors que sévit une maladie qui risque d'être la plus meurtrière des temps modernes. Le SIDA non seulement menace la vie de l'homme, mais pourrait détruire le tissu même des relations internationales qui se sont développées progressivement au fil des siècles. Dans d'autres domaines des soins de santé, des progrès considérables ont été accomplis sous les auspices d'organisations internationales. Nous nous félicitons en particulier de l'appui vigoureux dont a bénéficié le programme de vaccination universelle des enfants et nous invitons tous les gouvernements à continuer de ne ménager aucun effort pour vacciner tous les enfants du globe.

4. Le bonheur, la croissance économique, la santé physique de l'humanité, ainsi que la survie d'une nature à laquelle nous nous sommes physiquement et socialement adaptés sont tributaires de la solution de problèmes écologiques complexes au premier rang desquels on trouve l'approvisionnement en énergie et le déboisement partout dans le monde, deux problèmes qui entraîneront des changements de climat catastrophiques.

5. Ces problèmes revêtent de nos jours un caractère stratégique. Ils transcendent les frontières nationales et aucune nation ne peut les résoudre seule ou indépendamment des autres. Désormais, tous les peuples sont interdépendants. Aussi, les années 90 doivent-elles être une décennie d'approches multilatérales et de solutions internationales si nous voulons être prêts à entrer de plein pied dans le vingt et unième siècle.

I. Menaces pour l'environnement

6. A la lumière des conclusions d'un groupe d'experts de haut niveau sur les tendances mondiales du déboisement, que le Conseil InterAction a convoqué en janvier 1988 à Lisbonne, nous sommes convaincus qu'un déboisement sauvage et ses effets sur le climat et l'environnement constitueront l'un des principaux problèmes du vingt et unième siècle. Aujourd'hui déjà, il est scientifiquement reconnu que les tendances à la combustion de quantités toujours plus grandes d'hydrocarbures et

/...

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

au déboisement partout dans le monde, tendances qui se renforcent mutuellement, ont provoqué des changements de climat appelés "effet de serre". Les gouvernements devraient être prêts à procéder à une évaluation des risques que font courir toutes les sources d'énergie, comme par exemple l'énergie à base de combustibles fossiles et l'énergie nucléaire, et à admettre qu'il n'est pas souhaitable de préconiser une augmentation de la consommation d'énergie à base de combustibles fossiles.

7. Le Conseil InterAction invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine session de l'Assemblée générale en vue de déterminer le degré actuel de sécurité opérationnelle des centrales nucléaires et d'évaluer la situation en matière d'évacuation des déchets nucléaires. En outre, nous appuyons vigoureusement tous les efforts déployés à l'échelle régionale pour mieux comprendre les problèmes d'environnement et leur trouver une solution.

## II. L'économie mondiale durant les années 90

8. Les années 80 s'achèvent par des déséquilibres marqués entre les pays industrialisés de même qu'entre pays créanciers et pays débiteurs. En effet, depuis la création du Conseil InterAction en 1983, les Etats-Unis d'Amérique sont devenus le plus gros pays débiteur net du monde après en avoir été le plus gros créancier. Durant cette même période, la dette globale des pays en développement a doublé pour s'inscrire à 1 200 milliards de dollars. Par conséquent, pour la plupart des pays débiteurs du tiers monde, le fardeau de la dette est devenu insupportable.

9. Nous sommes convaincus qu'un nouvel ajournement d'une solution radicale au problème de la dette du tiers monde, solution proposée depuis 1984 par le Conseil selon le principe du partage du fardeau de la dette, perturbera les relations financières mondiales, accentuera les tensions, la misère et l'instabilité des sociétés et des gouvernements dans les pays en développement et portera préjudice à d'autres parties intéressées. Une coopération concrète en matière de restructuration de l'économie des pays à faible revenu pourrait jeter les bases d'une amélioration future de la situation.

10. Par ailleurs, si on ne résoud pas le problème de la dette des Etats-Unis, on court le risque de provoquer une nouvelle flambée inflationniste et un effondrement du système économique. Nous tenons donc à souligner qu'il importe d'adopter d'urgence des politiques d'ajustement commercial et financier. Nous sommes convaincus que la croissance est la condition préalable nécessaire à l'application de ces politiques.

11. Le Conseil InterAction est très préoccupé par l'ampleur des ajustements à réaliser pour équilibrer le commerce international. Des parts de plus en plus grandes du commerce mondial sont déformées par les mesures protectionnistes. Nous recommandons en conséquence qu'il soit procédé d'ici la fin de l'année à une étude approfondie des négociations commerciales multilatérales (Négociations d'Uruguay) du GATT en vue d'accélérer le démantèlement du protectionnisme.

/...

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

12. Les Etats-Unis, la Communauté européenne et le Japon ont appliqué des politiques agricoles protectionnistes coûteuses et dévastatrices. Nombreux sont ceux qui s'inquiètent de ce que le marché intérieur libre de l'Europe envisagé pour 1992 pourrait déclencher l'adoption de nouvelles mesures protectionnistes. Cette nouvelle entité économique offre d'excellentes possibilités de contribuer de manière positive à l'économie mondiale, mais pour que ces possibilités deviennent réalité, il est essentiel que soient suivies des politiques commerciales libérales.

13. Le Conseil InterAction est convaincu que pour empêcher l'apparition durant la prochaine décennie de nouveaux déséquilibres, il est nécessaire d'établir des normes régissant l'élaboration de politiques de balance des paiements. Ces normes devraient comprendre des réglementations permettant d'éviter des déficits et des excédents excessifs. Elles devraient également supposer que les pays riches s'engagent à transférer une partie de leur épargne aux pays en développement. Le Japon en particulier, qui est le plus grand pays créancier, devrait accroître substantiellement sa contribution à l'aide publique au développement. Pour faciliter l'adoption de cet ensemble de normes, nous proposons que soit organisé un dialogue international auquel le Fonds monétaire international devrait contribuer de façon constructive.

14. Un nouveau mécanisme monétaire international qui devrait être habilité à remplir une fonction de supervision plus efficace devrait s'appliquer de manière égale à tous les participants du marché monétaire international.

15. Le Conseil InterAction est préoccupé par la tendance à résoudre les problèmes commerciaux et monétaires au moyen d'accords bilatéraux et par l'affaiblissement du cadre multilatéral indispensable. Les responsables politiques se rendent-ils compte que, pour trouver une solution viable à ces problèmes, il est nécessaire d'adopter une démarche multilatérale?

16. Nous sommes fermement convaincus que la création de monnaies de réserve autres que le dollar des Etats-Unis faciliterait considérablement l'amélioration des équilibres internationaux. Nous sommes persuadés que, dans le long terme, plus d'une monnaie devrait supporter le poids de la croissance économique mondiale. Les responsables japonais sont-ils prêts à relever ce défi? Les dirigeants de la Communauté européenne sont-ils conscients de la nécessité de créer une unité monétaire européenne (ECU) capable de devenir également une monnaie de réserve mondiale?

17. Les deux dernières décennies ont été caractérisées non seulement par de sérieux déséquilibres des comptes courants, mais aussi par une série de chocs économiques violents, à savoir les deux brusques hausses des prix du pétrole dans les années 70 et la vulnérabilité manifeste des marchés monétaires et des marchés des valeurs mondiaux. Les pays industrialisés comme les pays en développement n'ont pas réussi à absorber ces chocs de manière satisfaisante.

18. Les dirigeants du tiers monde doivent être conscients qu'une gestion économique et financière rigoureuse est indispensable pour accroître l'assistance et la confiance dans le crédit. Par conséquent, ils doivent assumer en partie la responsabilité de la formulation d'une politique économique ouverte et fructueuse, empêchant la mauvaise utilisation des ressources et des dépenses militaires inutiles.

/...

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

19. Les années 90 se caractérisent vraisemblablement par des changements rapides et continus dans le domaine de la technologie, de la concurrence sur le marché et de l'énergie. Les responsables politiques sont-ils déterminés à prendre les mesures nécessaires pour assouplir l'économie nationale et abolir les rigidités du marché? Sont-ils prêts à essayer d'établir un nouvel équilibre entre les besoins sociaux et économiques, un nouvel équilibre entre les principes d'équité et d'efficacité?

20. Les années 90 se caractériseront de plus en plus par un renforcement de l'indépendance entre les nations, ce qui requiert une meilleure coordination des politiques macro-économiques des principales puissances économiques et l'adoption de mesures internationales conjointes en vue de créer un climat économique sûr. Nous savons que ce processus se heurtera à la résistance de nombreux intérêts acquis. Nous proposons cependant que des initiatives courageuses soient prises dans l'intérêt à long terme de l'humanité.

## III. LE PANORAMA STRATEGIQUE DU MONDE DANS LES ANNEES 90

21. Nous faisons nôtre l'optimisme prudent auquel a donné lieu la reprise des négociations au sommet entre les Etats-Unis et l'URSS. L'accord sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, que le Conseil InterAction préconise depuis 1983, élimine pour la première fois une catégorie entière d'armes. Nous l'accueillons avec satisfaction, le considérant comme un premier pas constructif vers une réduction des arsenaux d'armements nucléaires.

22. Les dirigeants des deux puissances doivent maintenant mettre à profit ces nouvelles bases, enlever aux relations internationales leur caractère idéologique et donner suite aux impératifs économiques de leurs pays respectifs. Au cours des 10 prochaines années, il faudra faire preuve d'imagination, de leadership et de volonté politique pour instaurer la sécurité à des niveaux d'armements plus bas.

23. Les Etats-Unis et l'URSS assument la responsabilité particulière d'appliquer pleinement et d'observer rigoureusement les dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Et pourtant, le nombre croissant des pays qui possèdent les moyens de fabriquer des armes nucléaires accroît les chances de conflit nucléaire régional. Des négociations pourraient-elles être engagées sur la façon d'atténuer cette terrible menace?

24. Le Traité sur les missiles antimissile conclu par les Etats-Unis et l'URSS est au coeur des efforts faits pour empêcher une course aux armements additionnelle et déstabilisatrice dans l'espace. Nous recommandons de nouveau instamment aux deux parties de respecter ce traité et de se mettre sans tarder d'accord sur son interprétation et son application, de même que sur ce qu'il faut entendre par attitudes "offensive" et "défensive", ce qui renforcerait le traité.

25. Les puissances nucléaires et leurs alliés ont été obligés d'adopter une politique de prudence du fait de l'existence même des armes nucléaires. Les faits nouveaux intervenus dans le domaine de la défense stratégique et l'émergence de nouvelles doctrines militaires doivent faire l'objet d'éclaircissements. Des entretiens sur les doctrines militaires pourraient contribuer à mieux faire

/...

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

comprendre par les deux grandes puissances leurs intentions stratégiques et, partant, réduire les possibilités de conflit. Nous invitons les pays intéressés à poursuivre leurs premiers entretiens.

26. La perspective d'une réduction de 50 % des arsenaux d'armes stratégiques par les Etats-Unis et l'URSS devrait conduire à des travaux préliminaires en vue d'une série de réductions de ces arsenaux. Quel serait alors le rôle des forces stratégiques européennes? Quelles réductions additionnelles pourraient inciter la Chine, le Royaume-Uni et la France à participer à une conférence multilatérale de toutes les puissances nucléaires pour réduire les forces nucléaires existantes? Est-il possible d'en arriver à un stade où les armes nucléaires des deux côtés pourraient devenir des moyens de dissuasion symboliques?

27. Les efforts faits pour réduire les armes classiques en Europe pourraient exiger l'application d'asymétries, tant en ce qui concerne le redéploiement de ces armes qu'en ce qui concerne la destruction du matériel et la réduction des troupes, de manière à ramener les parités à des niveaux plus bas que les niveaux actuels.

28. Seize pays au moins possèdent actuellement des armes chimiques. Adhéreront-ils, sur une base prioritaire, à une interdiction totale de ces armes et abandonneront-ils leur modernisation?

29. Les politiques de restructuration (perestroïka) et d'ouverture (glasnost) que poursuit l'Union soviétique pourraient aboutir à un nouvel équilibre des engagements économiques, politiques et militaires du pays. Ces politiques signifient-elles une nouvelle approche stratégique de la coopération avec l'Ouest pour relever les défis des années 90? Entraîneront-elles une diminution de l'importance accordée jusqu'ici aux différences idéologiques? Que faut-il entendre par "foyer commun" (M. S. Gorbatchev) en Europe, mais aussi dans le Pacifique?

30. On prévoit que la part du bassin du Pacifique, y compris la Chine et le Japon, dans le PNB mondial sera de l'ordre de 50 % d'ici la fin du siècle. Il est inévitable que la seule puissance économique du Japon aura des conséquences politiques et stratégiques.

31. Nous ne pensons pas qu'il soit sage d'exercer des pressions sur le Japon pour qu'il accroisse ses dépenses militaires. En chiffres absolus, le Japon est en effet déjà l'un des pays qui dépensent le plus en matière de défense, ce qui a des conséquences inconnues pour l'équilibre stratégique qui intéresse toutes les puissances mondiales.

32. Les ventes compétitives d'armes à toutes les régions accentuent l'instabilité dans un certain nombre de régions. Est-il possible de faire un nouvel effort pour arriver à un accord sur ces ventes aux pays en développement, qui absorbent des ressources dont ils ont absolument besoin à des fins de développement?

33. L'avenir des relations entre l'Est et l'Ouest ne devrait pas reposer entièrement sur la limitation des armements. Un dialogue devrait s'engager sur la base de la stabilité des grandes orientations que touchent moins les changements intervenant à la tête d'un pays. L'accord sur l'Afghanistan est un premier pas

/...

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

heureux qui a des répercussions positives dépassant le cadre des relations entre les deux superpuissances. Les Etats-Unis sont-ils prêts à s'abstenir de fournir de nouvelles armes aux forces qui luttent contre le Gouvernement afghan?

34. Nous lançons un appel aux dirigeants américains et soviétiques pour qu'ils aident à trouver, à favoriser, à faciliter, voire à imposer, une solution pacifique aux conflits régionaux tels que la guerre qui oppose l'Iran et l'Iraq, et les autres conflits au Moyen-Orient, en Afrique australe, dans la corne de l'Afrique, en Amérique centrale et en Asie du Sud-Est.

- Nous demandons le prompt retrait des forces étrangères du Kampuchea.

- Les dirigeants des pays qui ont une influence sur les parties au conflit soudanais seront-ils disposés à s'unir pour arrêter les affrontements militaires?

- Les dirigeants des pays industrialisés sont-ils maintenant prêts à imposer des sanctions économiques contre la République sud-africaine pour montrer que le monde désapprouve le régime d'apartheid et que ces pays soutiennent la lutte menée en faveur des droits de l'homme? Le Conseil InterAction est d'avis que la communauté internationale doit commencer à s'intéresser à la perspective de voir apparaître une Afrique du Sud non raciale après la disparition du régime d'apartheid.

- Pendant combien de temps les pays industrialisés laisseront-ils l'Afrique du Sud déstabiliser impunément les pays voisins sur les plans économique et militaire? Les pays occidentaux sont-ils prêts à accroître substantiellement leur aide économique, humanitaire et non meurtrière pour renforcer la résistance des pays victimes de la déstabilisation? A cet effet, les pays industrialisés seront-ils disposés à prendre part immédiatement au financement d'un programme massif d'assistance multilatérale?

35. Il y a 10 ans, le Conseil de sécurité adoptait la résolution 435 portant création d'un mécanisme propre à assurer l'indépendance de la Namibie. Quelles mesures les pays occidentaux sont-ils prêts à prendre avec les autres membres du Conseil de sécurité pour garantir l'application prompte et intégrale de cette résolution?

36. Le Conseil InterAction condamne tous les actes de terrorisme quels qu'ils soient. Nous déplorons les différences d'opinion qui se sont dégagées entre les pays quant à la meilleure façon d'éliminer le fléau du terrorisme, qui comprend l'enlèvement d'hotages innocents. Les gouvernements ne pourraient-ils pas engager des négociations en vue d'arriver, à la lumière de l'expérience, à un nouveau consensus sur la façon de traiter et de limiter le terrorisme?

37. Vu l'atmosphère nouvelle qui caractérise les relations internationales, en particulier les relations entre les Etats-Unis et l'URSS, le moment ne pourrait être meilleur pour réexaminer le rôle de l'Organisation des Nations Unies durant les 10 années à venir et pour faire de cette organisation, avec la participation de tous les Etats Membres, une organisation plus efficace.

/...

Digitized by Dag Hammarskjöld Library

Les dirigeants de tous les pays, en particulier des pays membres permanents du Conseil de sécurité, sont-ils prêts à faire des efforts pour repartir sur un pied nouveau et utiliser les Nations Unies aux fins de la solution des problèmes et des conflits?

**PARTICIPANTS**

Membres du Conseil InterAction

Helmut Schmidt (République fédérale d'Allemagne) - Président
Takeo Fukuda (Japon) - Président honoraire
Andries van Agt (Pays-Bas)
Kirti Nidhi Bista (Népal)
Lord Callaghan of Cardiff (Royaume-Uni)
Mathias Mainza Chona (Zambie)
Jenoe Fock (Hongrie)
Malcolm Fraser (Australie)
Arturo Frondizi (Argentine)
Kurt Furgler (Suisse)
Manea Manescu (Roumanie)
Olusegun Abasanjo (Nigéria)
Misael Pastrana Borrero (Colombie)
Maria de Lourdes Pintasilgo (Portugal)
Mitja Ribicic (Yougoslavie)
Shin Hyon-Hwak (République de Corée)
Pierre Elliott Trudeau (Canada)
Manuel Ulloa (Pérou)
Ola Ullsten (Suède)
Bradford Morse (Etats-Unis) - Membre honoraire

Membres du Comité de coordination des politiques

Huang Hua (Chine)
Emile van Lennep (Pays-Bas)
Isamu Miyazaki (Japon)
Viktor F. Popov (URSS)
Mario Schimberni (Italie)
Tan Sri Ghazali Shafie (Malaisie)

Invités spéciaux

Kenneth W. Dam (Etats-Unis)
Ivan D. Ivanov (URSS)
Vladimir F. Petrovsky (URSS)
William P. Rogers (Etats-Unis)
Harald Malmgren (Etats-Unis)
Diego Arria (Venezuela)

---

Digitized by Dag Hammarskjöld Library